

située à Port Colbourne, licencie des travailleurs parce qu'elle ne peut suffire à raffiner la matte de nickel?

La seule conclusion logique que l'on puisse tirer, c'est qu'il n'existe aucune stratégie. La main gauche ignore ce que fait la main droite pour ce qui est des divers secteurs de notre économie. Le ministre de l'Industrie et du Commerce était tout surpris d'apprendre que les Japonais avaient imposé un droit temporaire d'importation sur le nickel transformé qui entre au Japon. Les Japonais au moins se rendent bien compte de la nécessité de protéger leur secteur de la transformation du nickel et du cuivre. Nous semblons être les seuls au Canada à croire au libre-échange. Depuis des années, les Japonais ont imposé un droit temporaire de 13 p. 100 sur les importations de produits en nickel, alors que nous, nous n'en avons jamais eu.

Nous avons le spectre de l'Alcan qui ferme sa mine à St. Lawrence et qui va licencier tous les travailleurs de cette ville. Toute la ville dépend de cette société minière qui a fermé ses portes. Où est-elle allée? Au Mexique pour se procurer la chaux fluatée dont elle a besoin pour ses usines canadiennes. Qui possède la mine de spath fluor au Mexique? Noranda. M. Powis a reconnu qu'Alcan avait un contrat avec Noranda pour acheter la chaux fluatée destinée aux usines que l'Alcan possède au Canada.

Ils doivent penser que nous sommes le peuple le plus stupide du monde depuis qu'Alice est allée au pays des merveilles. Nous nous sommes laissés entraînés à la prostitution de nos ressources. Nous avons laissé faire. Ce n'est même pas un viol, car nous étions consentants. Nous les avons laissé faire absolument tout ce qu'ils voulaient. Ils peuvent déplacer les capitaux à leur fantaisie. Nous n'avons aucun contrôle sur la circulation de l'argent. Noranda et Falconbridge sont en train de mettre des ouvriers à pied, alors que ces deux sociétés viennent juste de se mettre en rapport avec la junte chilienne pour investir 1 milliard de dollars dans l'exploitation des mines de cuivre du Chili. Nous nous contentons de dire que les gens sont libres d'investir des dollars canadiens là où ils veulent.

Le gouvernement est responsable du problème du chômage dans notre pays. Le gouvernement qui siège en face se contente d'adopter une attitude arrogante au lieu d'aller dire aux sociétés que la population canadienne a élu un gouvernement pour que celui-ci établisse les règles de l'économie et la planifie. C'est au gouvernement de fixer le mode de fonctionnement de ces sociétés au sein de notre système économique. Or le gouvernement a refusé de faire cela.

Mme Pigott: Il y a une société qui marche bien à Timmins.

M. Rodriguez: Le député d'Ottawa-Carleton (M^{me} Pigott) parle de Timmins. Nous avons en effet là-bas la société minière Lang-Muir qui vient juste de mettre à pied 350 ouvriers.

Mme Pigott: Pas celle-là.

M. Rodriguez: Elle a tout simplement fermé ses portes.

Mme Pigott: Et les sociétés canadiennes? Il n'y a pas eu de mises à pied dans celles-là.

● (2142)

M. Rodriguez: Il y a Texas Gulf dont la Corporation de développement du Canada est actionnaire.

Mme Pigott: Elle n'a pas procédé à des mises à pied.

Impôt sur le revenu

M. Rodriguez: Texas Gulf s'en vient. Elle se dirige de plus en plus vers le Nord. Il est manifeste que le gouvernement brade nos ressources naturelles contre des avantages politiques à courte échéance. Ce qui est triste, c'est qu'une fois le système lancé, nous nous retrouvons dans l'ornière «Donner et donner encore».

En 1976, nous avons accusé un déficit par suite d'investissements canadiens directs à l'étranger, surtout dans les mines. Le gouvernement cherche en fait à compenser cette fuite. Le seul moyen d'y arriver consisterait à favoriser l'investissement étranger au Canada. Résultat, nous nous trouvons pris dans un cercle vicieux et nous finissons par encourager la prise de contrôle de l'étranger sur notre économie et tout ce qu'elle implique. Le ministre peut bien hocher la tête derrière la tenture comme une marionnette.

J'ai moi-même participé récemment à une émission...

Mme Holt: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Étant donné que les conditions de travail sont devenues épouvantables à la Chambre, à cause des projecteurs et du bruit, j'aimerais présenter une motion visant à proposer que l'on ramène le quorum à un seul député.

M. Alexander: Ou voulez-vous en venir avec cette suggestion stupide?

Mme Holt: Je pensais que l'on pourrait peut-être permettre au député qui a présentement la parole de rester ici et de poursuivre son discours. De toute façon, il y a longtemps qu'il parle. Je pense qu'il a dépassé son temps de parole.

M. l'Orateur adjoint: Je suis certain que vous manqueriez au député. Nous pourrions peut-être continuer comme nous le faisons.

M. Rodriguez: Cette arrogance est bien un trait typique des députés libéraux. Lorsque la température monte trop dans la cuisine, ils veulent se tailler. Ils sont toujours aussi lâches. L'autre jour, j'ai participé à une émission aux côtés du député de Matane (M. De Bané).

Mme Holt: Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Le député a dit quelque chose comme si notre place était dans la cuisine. Un député a osé dire cela; je pense que nous sommes pourtant à notre place à la Chambre des communes et que nous pouvons nous passer de ce genre de réflexion sectaire.

M. Rodriguez: Je répète mon propos. J'ai dit que cette arrogance est typique de l'attitude des députés libéraux et que lorsque la température monte, ils se débînent. Si le député se sent à sa place ici, tant mieux. Mais alors, qu'elle prenne part au débat.

J'ai participé il n'y a pas longtemps à une émission à laquelle était également invité le député de Matane, un libéral. Lorsque l'interviewer lui a demandé ce qu'il convenait de faire, selon lui, pour relancer l'économie, il a répondu sur un ton laconique qu'on ne pouvait rien faire parce que le gouvernement avait perdu l'espoir de résoudre un jour les problèmes économiques du Canada. Il y a au moins un homme honnête parmi les libéraux.

Le ministre des Finances a confirmé cette affirmation le mercredi 16 novembre en répondant à une question posée par le chef de mon parti, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). La question était celle-ci: